

Non à l'initiative Ecopop

Une initiative arbitraire, discriminatoire et dangereuse

L'initiative Ecopop est extrême, dangereuse et inutile. Les mesures proposées par les initiants sont à la fois inefficaces et contreproductives pour préserver durablement les ressources naturelles. De plus, elles porteraient un coup sérieux au marché du travail et à la bonne santé économique de la Suisse.

Les initiants ne s'en cachent pas: ils veulent revenir à «la Suisse magnifique des années 50, de l'espace et des paysages». Mais, au-delà de la nostalgie, elle recèle un puissant relent de malthusianisme, un courant de pensée qui présente l'augmentation de la population comme un danger pour la survie du monde et préconise la réduction du taux de natalité. D'où la proposition extrême et radicale d'Ecopop non seulement de limiter, de manière drastique, le solde migratoire, comme seule réponse aux défis bien réels du pays, mais d'imposer également un contrôle des naissances dans les pays pauvres.

Dans son histoire récente, la Suisse a atteint le seuil d'immigration fixé par l'initiative à 3 reprises seulement; elles correspondent toutes aux périodes de crise économique durant lesquelles les entreprises étaient contraintes de restructurer et de rationaliser leur production; avec pour conséquence, un chômage élevé. Un avant-goût de ce qui attend la Suisse, si l'initiative est acceptée.

Les besoins du marché du travail pas pris en compte

L'initiative fixe un plafond de manière totalement arbitraire, sans n'aucunement tenir compte des besoins de l'économie. Elle ancre dans la Constitution un chiffre qui ne laisse aucune marge de manœuvre pour s'adapter aux cycles conjoncturels et à l'évolution démographique.

De plus, seule une partie du contingent d'immigration permettrait d'engager des travailleurs. En effet, toutes les catégories de personnes en provenance de l'étranger séjournant plus de 12 mois en Suisse sont concernées. Les Suisses

qui reviennent au pays en font partie! Tout comme le personnel diplomatique et leurs familles ainsi que les demandeurs d'asile en attente d'une décision.

L'initiative Ecopop se traduirait donc par une diminution radicale des possibilités de recrutement des travailleurs à l'étranger. Les conséquences seraient extrêmement lourdes: il suffit de penser au personnel employé dans le domaine de la santé et des soins à la personne (EMS par exemple) qui emploie 130 000 migrants, de la construction (36 pour cent de travailleurs étrangers), dans l'hôtellerie-restauration (40 pour cent de main-d'œuvre étrangère) ou dans la recherche & développement (une personne sur trois vient de l'étranger).

Quoi qu'on en dise, la main-d'œuvre indigène ne suffirait et de loin pas à pallier la pénurie qui s'en suivrait. Contrairement à d'autres pays, la Suisse a un faible potentiel. Les taux d'activité atteignent en effet des records, quelles que soient les classes d'âge ou le sexe. N'étant pas des résidents permanents,

les frontaliers ne tombent pas sous le coup de l'initiative. On peut donc s'attendre à un appel d'air très important, qui ne serait pas sans accentuer les problèmes de trafic notamment. Un non-sens pour une initiative qui prétend préserver l'environnement!

Accélération du vieillissement de la Suisse

Entre 2000 et 2013, le nombre de centenaires a doublé. Aujourd'hui, l'espérance de vie en Suisse est de 82 ans. Quelque 18 pour cent de la population a atteint l'âge de la retraite. Le vieillissement de plus en plus prononcé de la population helvétique n'est pas prêt de s'inverser. Il tient autant au taux de natalité de la population qu'à l'allongement de l'espérance de vie.

L'immigration permet de freiner le mouvement et d'apporter de nouvelles forces de travail qui épaulent les générations actives dans le financement des assurances sociales. D'après l'OFAS, sans l'immigration, l'AVS aurait accusé un déficit d'environ 3 milliards de francs en

Que veut l'initiative?

L'initiative veut préserver durablement les ressources naturelles en Suisse et dans d'autres pays. Pour ce faire, la solution miracle de l'association Ecopop s'appuie sur deux volets: 1. Une limitation rigide de l'immigration en Suisse à 0,2 pour cent de la population résidente par an, sur une moyenne de trois ans, afin de ne pas dépasser un seuil compatible avec la préservation des ressources naturelles; 2. Une réduction significative du nombre de naissances dans les pays pauvres, en allouant 10 pour cent du budget annuel à la planification familiale volontaire (soit, quelque CHF 200 millions de francs).

L'initiative exige enfin que les traités internationaux qui contreviennent aux nouvelles dispositions constitutionnelles soient modifiés dès que possible, mais au plus tard dans un délai de 4 ans. Si nécessaire, ils devront être dénoncés. ■

2010, en lieu et place de l'excédent réel de 640 millions.

Sans l'apport des étrangers et à défaut d'une forte reprise de la natalité, non seulement nous assisterons à une accélération du vieillissement de la population mais, faute de forces vives, à une stagnation économique. Et qui dit stagnation, dit salaires en berne, budgets publics bloqués, assurances sociales en panne de financement et un poids énorme sur les épaules des actifs. Voilà vers quoi nous mènera l'initiative Ecopop.

Contradictions et absurdités

La préservation des ressources naturelles n'est pas à prendre à la légère. Mais la réponse d'Ecopop à cette problématique importante et complexe est simpliste: réduire la population pour diminuer l'emprise humaine sur l'environnement.

Selon certains milieux, si toute la population mondiale vivait comme la Suisse, il faudrait entre 3 et 4 planètes pour préserver les ressources naturelles de manière durable. Si on suit donc la logique jusqu'au bout, il faudrait en réalité baisser la population résidant en Suisse à 2 à 3 millions! Que faire des 5 ou 6 millions de personnes restantes? Mystère. L'initiative ne fournit aucune réponse et se perd dans ses contradictions et ses absurdités.

Extrême. Rigide. Et inutile.

Ecopop Non

Photo: m. a. d.

Comité Ecopop NON, CP 6136, 8001 Berne

Une affiche publicitaire de la campagne contre l'initiative Ecopop.

Une vision néo-malthusienne

L'autre mesure-phare de l'initiative Ecopop consiste à affecter au moins 10 pour cent des moyens que la Suisse consacre à la coopération au développement – soit plus de 200 millions de francs par an – à des mesures contraceptives dans les pays pauvres. Cette approche est irrecevable à plus d'un titre.

En premier lieu, elle est inefficace. Elle repose sur le vieux paradigme du contrôle des naissances dans les pays en voie de développement, qui prévalait avant la Conférence internationale du Caire sur la Population en 1994. Depuis lors, c'est un concept basé sur les droits humains qui s'impose. Les champs d'action qui ont fait leurs preuves sont la santé, l'égalité des sexes et surtout l'accès à la formation des jeunes femmes. Les associations actives dans le déve-

loppement sont unanimes à ce propos. Deuxièmement, cette approche relève d'une mise sous tutelle aux relents colonialistes.

Ce n'est pas en distribuant des préservatifs à large échelle dans les pays en développement que nous résoudrons d'une quelconque manière les enjeux en matière de ressources naturelles, de mobilité ou de logement.

Une rupture définitive avec l'Europe

Le peuple a accepté l'initiative de l'UDC contre «l'immigration de masse» donnant ainsi mandat aux autorités de contrôler l'immigration tout en tenant compte des besoins économiques de la Suisse. En ajoutant des restrictions

migratoires supplémentaires et chiffrées, l'initiative d'Ecopop donnerait un coup fatal à nos relations bilatérales avec l'Europe. De par son caractère rigide et extrême, elle torpillerait définitivement les efforts du Conseil fédéral. Le chemin est suffisamment compliqué pour ne pas le rendre impossible avec des mesures extrêmes et colonialistes, inspirées d'une version néo-malthusienne de la société. ■

Cet article est basé selon l'argumentaire du Comité interpartis contre l'initiative Ecopop (Ecopop NON).